

Travailleurs français et immigrés : mêmes patrons, même combat !

Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur, a envoyé le 23 janvier une circulaire à tous les préfets pour durcir les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Prenant la place d'une circulaire de 2012 de Manuel Valls, elle va encore renforcer la chasse aux migrants et s'inscrit dans la continuité des politiques xénophobes menées par tous les gouvernements, dans le sillage de l'extrême droite. Retailleau se rêve sans doute en Trump à la française, ce dernier ayant, de l'autre côté de l'Atlantique, claironné son intention d'expulser des « millions » de migrants.

Exploiter ça rapporte, exploiter des « sans-papiers », beaucoup plus encore !

La circulaire Retailleau prévoit de rendre encore plus difficile l'obtention d'un titre de séjour pour tous les travailleurs migrants : le temps de résidence minimum en France passe ainsi de cinq à sept ans. Surtout, obtenir un titre de séjour après être arrivé ou être repéré en situation irrégulière va devenir quasi impossible. Dans les métiers dits « en tension », les patrons vont pouvoir trier à leur gré qui aura des papiers, mais aussi qui les perdra dès que « la tension » sera jugée moins forte.

Les attaques contre les migrants, prélude des attaques contre tous les travailleurs

Si Trump et Retailleau affichent des politiques similaires, ce n'est pas pour réellement expulser les immigrés « par millions ». Les économies des pays riches ne tourneraient pas sans main-d'œuvre immigrée, les grands patrons le savent très bien, les politiciens à leur service aussi. Des secteurs entiers reposent sur ces travailleurs, du bâtiment à la restauration, en passant par le nettoyage et l'aide à la personne. En revanche, les expulsions arbitraires et médiatisées visent à créer un climat de terreur parmi les travailleurs immigrés et leur famille : mercredi dernier, la police a fait irruption dans un collège de la banlieue de Metz pour arracher une collégienne à ses cours et l'expulser avec ses parents en Belgique sans qu'elle puisse seulement repasser chez elle !

Au-delà de s'aligner sur les discours de l'extrême droite, cette politique vise à diviser la classe ouvrière. Ceux que Trump, Retailleau et tous les autres attaquent aujourd'hui sont les travailleurs les plus

précaires. Demain, ils s'en prendront à une autre catégorie de travailleurs, après-demain à une autre encore. Trump a déjà commencé en montrant du doigt les fonctionnaires américains et en attaquant leurs conditions de travail. S'en prendre aux travailleurs migrants aujourd'hui, c'est s'en prendre à tous les travailleurs. Ce n'est pas l'immigration qui fait baisser les salaires ni n'augmente le chômage : qu'on sache, ce sont les patrons qui fixent les salaires et licencient !

Régularisation de tous les sans-papiers !

Libre circulation de tous les travailleurs !

Celles et ceux qui quittent leur pays n'abandonnent pas leur famille et ce qui était leur vie de gaîté de cœur, mais pour fuir des guerres – qui se mènent souvent à l'instigation des pays riches avides de matières premières –, pour fuir les conséquences catastrophiques du réchauffement climatique, pour fuir la misère toujours. Ce n'est pas une circulaire qui les fera rester dans l'enfer qu'ils et elles veulent quitter.

Contre le gouvernement international des milliardaires, travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Le parterre de milliardaires et de dirigeants de grandes entreprises venus se montrer lors de l'investiture de Trump est une preuve, s'il en fallait une, que l'union de la bourgeoisie contre la classe ouvrière n'a pas de frontière. D'Elon Musk à Bernard Arnault, première fortune française, tous sont venus s'incliner devant leur nouveau parrain... C'est cette bande de mafieux d'ultra-riches, pas gênés de voir l'un d'entre eux faire le salut fasciste, qui sont les seuls parasites sur cette terre.

Ratio soignants-soignés : poudre aux yeux

Le PS et ses alliés ont présenté la loi ratio soignants-soignés comme une grande avancée dans le domaine de la santé. Cette loi a été proposée par un député socialiste. Quel sera ce ratio, personne ne le sait. En ce qui concerne budget de la santé, Bayrou a annoncé une augmentation de 2,8 % de l'enveloppe globale, alors que pour préserver ce qu'il existe, il en faudrait déjà une de 5 %. Quant à la gauche, leurs représentants sont au conseil d'administration de l'hôpital et ont voté toutes les restrictions budgétaires, même quand le gouvernement était de droite.

Le directeur de Pontarlier remercié

Le directeur de l'hôpital de Pontarlier a été suspendu, puis mis à la retraite anticipée pour « *pressions managériales et comportements inappropriés* » sur certains membres du personnel. L'article de *l'Est républicain* ne dit pas exactement de quoi il s'agit. La maltraitance dans les hôpitaux peut prendre des visages variés et on est bien placé pour le savoir, conditions de travail dégradées, attitudes de cadres intolérables... Faire un exemple de temps en temps ne résoudra pas le problème de fond dans les hôpitaux.

Les hôpitaux sous tension

Les hôpitaux sont sous tension en raison de l'épidémie de grippe. Ce qui est le cas chez nous. Ce n'est pourtant pas une situation extraordinaire en hiver ni imprévisible. Mais tout comme le Covid-19, les épidémies viennent régulièrement mettre à jour le triste état des hôpitaux en tension permanente.

Un bilan réjouissant !

Le directeur a dressé le bilan de l'année 2024. Selon lui, « *nous apportons les meilleurs prises en charge à la population* ». Pourtant, le temps d'attente aux urgences devient de plus en plus long, les services sont régulièrement surchargés et les agents de plus en plus fatigués à force de multiplier les heures supplémentaires pour faire face au sous-effectif. Bientôt, nous nous féliciterons d'apprendre aux malades à se soigner eux-mêmes !

Un problème récurrent

Alors que le taux d'hospitalisation a baissé en 2024 par rapport aux années précédentes, le taux d'occupation des lits, lui, ne cesse de grimper. Cela représente un risque en cas d'épidémie s'il faut prendre en charge de nombreux nouveaux patients. Cela se vérifie actuellement avec la vague de grippe qui met de plus en plus sous pression les équipes.

Comme disait Einstein, la folie, c'est de faire systématiquement la même chose, et de s'attendre à un résultat différent.

Fast-food

La file d'attente s'étend de plus en plus au self. En effet, on constate en moyenne 400 personnes de plus par jour par rapport à 2019. Les solutions apportées par la direction sont insuffisantes, surtout lorsqu'elle prévoit dans le même temps de délocaliser une partie de l'activité grandissante du centre 15 dans la salle Baverez jouxtant le self. Bientôt, nous mangerons directement sur nos lieux de travail, se sera plus convivial aux blocs !

Accès à l'hosto, mieux vaut partir à point !

Plusieurs notes de service de la direction nous rappellent que sur les cent places mises à disposition du personnel sur le parking visiteur, seulement quatre sont utilisées en moyenne. De cette manière, elle cherche à mettre sur notre dos le manque d'accessibilité et de places de parking. Ces 100 places mises à dispositions, mêmes si elles étaient toutes utilisées, ne résoudraient en rien le problème du stationnement.

80^e anniversaire de la libération d'Auschwitz : les génocidaires sont toujours là

C'est dans ce camp que périrent 1,1 million de personnes exterminées pas les nazis, dont un million de Juifs. La commémoration va être l'occasion de généreuses déclarations sur l'horreur de la guerre et le respect des droits humains. C'est un peu vite oublier que la Seconde Guerre mondiale (60 millions de morts dont 6 millions de Juifs) fut provoquée par le conflit entre puissances impérialistes qui, une fois le conflit mondial terminé, se lancèrent dans des guerres coloniales qui firent des dizaines de millions de victimes supplémentaires. Les génocides n'ont depuis jamais cessé sur la planète, dont le dernier en date à Gaza. Pour les faire disparaître, c'est du capitalisme qu'il faudra se débarrasser.

Zuckerberg et Bezos baisent la main de leur parrain Trump

Zuckerberg, patron de Meta (Facebook, Instagram) a récemment annoncé la suppression des *fact-checkers* de ses réseaux, accusés d'être « trop politisés » (comprendre : trop défavorables à Trump). Quant à l'entreprise Amazon, elle vient de supprimer les protections pour les employés noirs et LGBTQ+ dans ses politiques d'entreprise. Est-ce que bientôt, on les verra aussi faire le salut nazi, comme Elon Musk ?

